



## **Soudan : temps d'arrêt ou nouveau départ ?**

Marc Lavergne

### **► To cite this version:**

Marc Lavergne. Soudan : temps d'arrêt ou nouveau départ ?. Revue Esprit, 2019, 457, pp.25-28. <halshs-02289511>

**HAL Id: halshs-02289511**

**<https://shs.hal.science/halshs-02289511v1>**

Submitted on 16 Sep 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## Soudan : temps d'arrêt ou nouveau départ ?

Marc Lavergne

La nomination, le 22 août, du nouveau premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, à la tête d'un gouvernement militaro-civil au Soudan, suivant l'installation d'un « Conseil souverain », marque t-elle l'épilogue du duel qui se joue au Soudan depuis la mi-décembre 2018 ? Elle est en tous cas l'aboutissement attendu du coup de théâtre du 7 juillet dernier, où près deux jours de discussions, le Conseil militaire de transition (CMT), au pouvoir depuis le renversement du président Omar el Béchir le 11 avril dernier, et l'opposition étaient parvenus à un accord de partage du pouvoir durant une période de transition d'environ trois ans devant mener à des élections nationales.

Le CMT et l'Alliance pour la Liberté et le Changement (ALC), la coalition civile, se sont attribués chacun cinq sièges au sein de ce Conseil souverain qui aura une direction alternée, d'abord confiée pendant 21 mois aux militaires, puis pendant les 18 derniers mois aux civils. Un onzième membre civil a été désigné par les deux parties.

L'accord prévoyait la formation d'un gouvernement d'experts, qui a la lourde tâche de remettre le pays sur les rails, c'est-à-dire de rétablir les finances laissées dans un état désastreux par le régime précédent ; mais le rétablissement ne pourra se faire qu'avec l'aide de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis, qui ne cachent pas leur hostilité à tout régime démocratique ! D'autre part, les ressources du pays, pour l'essentiel le pétrole et l'or, mais aussi les ressources agropastorales, sont entre les mains des militaires et de l'appareil de sécurité, qui s'arrogent les 4/5 du budget de l'Etat, et bloqueront toute réforme qui remettrait en cause leurs prébendes<sup>1</sup>...Et déjà, les mouvements rebelles armés regroupés au sein des Sudan Revolutionary Forces crient à la trahison, comme le puissant Parti communiste soudanais : ils soulignent que cette issue équivaut à une reconnaissance de la légitimité du régime d'Omer el Béchir, une fois celui-ci évincé, et que la question de la paix au Darfour, dans les monts Nouba et au Sud Nil Bleu, n'a pas été abordée dans la Déclaration constitutionnelle censée fixer le cap de la transition. Un aspect majeur de la crise soudanaise, celui du sort des régions périphériques et marginalisées du pays, leur paraît ainsi négligé, une fois de plus, par les élites issues des tribus arabophones qui règnent à Khartoum depuis l'indépendance.

Il est donc improbable que cet accord sera respecté au-delà de quelques semaines ou de quelques mois. Il est simplement la traduction d'un moment de l'affrontement entre civils et militaires, et le fruit de la mobilisation de l'Union Africaine et de l'Éthiopie ; c'est-à-dire d'un engagement américain, qui traduit sans doute un arbitrage entre les positions du département d'Etat et celles du Pentagone et d'un soutien verbal de l'Union Européenne, qui ne sont assortis d'aucune garantie, et en face, d'un affaiblissement momentané de la coalition entre l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, en délicatesse quant à la conduite à tenir au Yémen, ainsi que d'une position attentiste de la Chine : celle-ci, favorable à l'armée, est la première intéressée par le sort du Soudan du fait de ses intérêts pétroliers et de ses projets sur le continent africain.

Les élections qui devraient permettre de donner stabilité et légitimité démocratique au pouvoir sont repoussées à un horizon de trois ans au moins, ce qui est une façon courtoise pour l'armée d'en refuser d'emblée toute tenue.

L'ombre menaçante de Hemedti et de Salah Gosh

L'urgence de l'armée est en réalité d'affermir son pouvoir à la fois en laissant le mouvement de contestation s'épuiser et perdre sa popularité dans le partage des postes et la quête d'un redressement financier impossible sans réforme de structures<sup>2</sup>. Elle est peut-être surtout d'écarter la menace du « général » putschiste Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemedti », à la tête de son armée parallèle de mercenaires, qui compte 60 000 hommes bien entraînés et équipés, et qui jouit du soutien de

---

1 <https://www.noria-research.com/fr/dossier-special-soudan-a-bas-le-gouvernement-des-voleurs/>

2 <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/will-military-or-people-lead-sudan>

l'Arabie Saoudite. Ce soldat de fortune<sup>3</sup>, surgi du lointain Darfour est aujourd'hui maître de la rue à Khartoum, où ses troupes se conduisent en force d'occupation<sup>4</sup>. La mention dans l'accord d'une enquête indépendante sur les violences intervenues depuis la journée sanglante du 3 juin<sup>5</sup>, si elle émane de l'ALC, va dans l'intérêt de l'armée régulière, qui pourrait chercher à faire pointer la responsabilité majeure des milices de Hemedti dans ces massacres, afin de l'écarter d'un pouvoir dont il passe pour « l'homme fort » ; son silence depuis l'accord est éloquent, et l'éviction de cet atout saoudien ne se fera pas sans résistance : il n'est de plus que la créature et le paravent de Salah Gosh, le redouté chef de l'appareil de renseignement, le National Intelligence and Security Service (NISS).

Depuis la prison où il attend son heure, ce tombeur d'Omar el Béchir peut compter sur le réseau d'agents mis en place depuis 30 ans pour quadriller le pays et contrôler toute la population, y compris l'armée, et sur les Rapid Support Forces (RSF) de Hemedti : forces qu'il a lui-même créées à partir des bandes de janjawid-s mises sur pied au Darfour pour terroriser et massacrer la population supposée soutenir les mouvements rebelles, il y a vingt ans. Mais il peut aussi compter sur un soutien américain, depuis qu'il a ouvert à la CIA, après le 11 septembre 2001, les dossiers détenus sur Oussama ben Laden et Al-Qaida depuis leur séjour au Soudan entre 1992 et 1996. Ce « Himmler soudanais » a également ses entrées à Paris, où sa dernière visite remonte à octobre 2018, dans le cadre de la coopération entre les gouvernements français et soudanais pour l'expulsion vers Khartoum de migrants soupçonnés d'être des opposants politiques<sup>6</sup>.

La chute d'Omer el Béchir est son œuvre : la révolte populaire lui a fourni l'occasion d'écarter ce dernier, qui mettait en péril la survie du régime, non pas tant à cause du mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale pesant sur lui, que parce qu'il refusait de rompre avec le Qatar et la Turquie, d'expulser les Frères Musulmans égyptiens réfugiés au Soudan, et de condamner comme terroriste leur mouvement, comme l'exigeaient l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis<sup>7</sup>.

Cette éviction du président, portée au crédit du soulèvement populaire, allait en réalité être le prélude à sa première tentative d'écrasement. Les palinodies entre la junte militaire dirigée par le général Abdel Fattah al Burhan et les représentants de l'ALC, autour du partage des sièges au sein d'un Conseil transitoire, de la durée de la transition et de la nomination du chef de l'Etat, connurent ainsi un brutal coup d'arrêt le 3 juin, lorsque plus d'une centaine de jeunes parmi la foule réunie en sit-in depuis des semaines devant le QG des forces armées furent abattus par les RSF.

### *Une crise locale pour un enjeu global, le nouveau «partage de l'Afrique »*

Une course de vitesse s'est engagée entre l'Arabie Saoudite, les EAU et l'Égypte d'un côté, l'Éthiopie de l'autre, avec derrière elle les États-Unis et l'Europe, pour trancher le destin du Soudan : si l'enjeu était initialement d'écarter la menace des Frères Musulmans des rivages de la mer Rouge, il s'est désormais déplacé autour du nouveau « partage » du continent africain. Alors que les États-Unis prennent conscience de la nécessité d'empêcher la Chine d'accaparer les ressources minières et agricoles de l'Afrique, l'Arabie Saoudite et les EAU tentent, chacun à leur manière, de contrôler les voies d'accès et les ressources du continent africain dans la perspective de l'après-pétrole. La crise soudanaise montre que si l'Occident continue encore pour quelque temps à assurer la protection stratégique de ses protégés de la péninsule, il se trouve de plus en plus écarté des décisions prises par ceux-ci, dans le cadre de projections à long terme qui les amènent à faire des

3Enrichi par les taxes prélevées sur les passeurs des migrants, sur les milliers d'orpailleurs du jebel Amir au Darfour Nord et sur tous les trafics transfrontaliers de la RCA à la Libye.

4<https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/rsf-militia-commander-sworn-in-as-sudan-s-interim-v-p>

5Deux jours avant la fête de l'Aïd, et juste après le retour du Général Al-Burhan de "consultations" à Abou Dhabi et au Caire, et de Hemedti à Riyad.

6 <https://www.streetpress.com/sujet/1539859272-vice-presidente-lrem-de-l-assemblee-dine-responsables-genocide>

Sur le soutien ancien de la France au régime soudanais, voir aussi : <https://www.streetpress.com/sujet/1506702391-la-france-livre-opposants-politiques-dictature-soudan>

7<https://www.reuters.com/investigates/special-report/sudan-bashir-fall/>

choix politiques et idéologiques à l'opposé de ceux de leurs protecteurs. Ceux-ci – et c'est surtout le cas de la France - sont désormais les obligés de leurs clients, et leurs prises de position sur le continent africain, négligeant leurs valeurs fondamentales, sont désormais surdéterminées par des ventes d'armement cruciales pour leurs économies.